
**EXAMEN DE CONTROLE DE CONNAISSANCES
POUR L'ACCES A LA PROFESSION DE
MANDATAIRE JUDICIAIRE
Session 2021**

EPREUVE ECRITE: CAS PRATIQUE

**Durée : 5h
Coefficient : 2**

**Mercredi 14 avril 2021
9h à 14h**

Cas pratique (5 heures)

La société VOLTA est spécialisée dans la vente et réparation de luminaires. Elle rencontre d'importantes difficultés financières depuis plusieurs années et compte 11 salariés.

Le capital de la société est divisé à parts égales entre Monsieur PIERRE, Monsieur PAUL et Monsieur JACQUES, ce dernier est lui-même dirigeant de la société.

Au mois de septembre 2018, Monsieur PIERRE, qui comme les autres associés n'a pas libéré l'intégralité du capital social, cède ses parts à Monsieur BISMUTH.

Par un jugement en date du 12 novembre 2020, sur assignation le Tribunal de commerce de Paris a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la société VOLTA.

Ce même jugement vous a désigné en qualité de liquidateur judiciaire et a fixé la date de cessation des paiements à 18 mois en raison d'inscriptions de privilèges non radiés.

Monsieur JACQUES n'ayant eu connaissance que plusieurs semaines après de cette assignation délivrée à son ancienne adresse et au siège de l'entreprise, entend engager une voie de recours à l'encontre de ce jugement et conteste la date de cessation des paiements.

1/ Après avoir rencontré Monsieur JACQUES, quelle sera votre position et vos premières démarches ? Enumérez les différentes possibilités de recours pour Monsieur JACQUES.

Monsieur JACQUES obtient finalement infirmation du jugement de liquidation judiciaire et ouverture d'un redressement judiciaire sans administrateur judiciaire.

2/ Quels sont les pouvoirs du dirigeant ? et vos pouvoirs et obligations ? Par ailleurs, Monsieur JACQUES vous interroge sur la durée de la procédure ? notamment comment intervient la computation des délais ?

3/ La juridiction ayant omis de statuer sur la contestation de Monsieur JACQUES quant au report de la date de cessation des paiements, dans quelle mesure Monsieur JACQUES peut-il obtenir ce report ?

4 / Lors de l'ouverture de la LJ, Monsieur JACQUES vous indique qu'il a présenté une demande de chômage partiel et qu'il reste dans l'attente des fonds. La LJ peut-elle appréhender ces fonds ? Quelle sera votre position quant au paiement des salaires et indemnités, et la poursuite des contrats de travail ? Quelle pourrait-être la position de l'UNEDIC-AGS ?

5/ Après plusieurs mois de RJ, un créancier bien attentionné vous fournit une décision datant d'il y a quelques années qui vous apprend que Monsieur JACQUES a fait l'objet d'une faillite personnelle pour une durée de 15 ans. Quelle sera votre réaction et vos démarches ?

6/ Vous entamez la vérification des créances dans le cadre de ce RJ ? Quelles sont les précautions à prendre ? Pouvez-vous déterminer la différence entre une déclaration effectuée par le préposé, un tiers ou le créancier ?

7/ Vous n'avez plus aucune nouvelle de votre dirigeant depuis de nombreuses semaines, que faites-vous ?

Durant la période d'observation, les difficultés de la société VOLTA ne lui permettent finalement pas d'envisager un plan de redressement, de sorte que le Tribunal convertit la procédure de redressement en liquidation judiciaire.

Ce même jugement vous désigne en qualité de liquidateur judiciaire.

En cette qualité, vous mettez en demeure les associés de libérer le capital social souscrit mais non libéré.

Monsieur BISMUTH qui a acquis les parts avant l'ouverture de la procédure, estime qu'en sa qualité de cessionnaire, l'obligation légale de libérer le capital social ne lui a pas été transférée.

8/ Qu'en pensez-vous ?

9/ Après plusieurs mois de procédure, vous recevez une saisie de l'AGRASC sur votre compte ouvert auprès de la CDC ? Quel est l'effet de cette saisie et les démarches que vous engagez ?

10/ Postérieurement à la clôture de cette procédure, vous recevez une assignation en responsabilité ? Quelle est la juridiction compétente ? Quels sont les délais de prescriptions et vos démarches à effectuer ?

11/ Dans le cadre d'une instance prud'homale d'un autre dossier clôturé depuis de nombreuses années, la cour d'appel vous condamne, suite à une requalification d'une relation de travail d'un pigiste en contrat de travail, à remettre des bulletins de salaires, alors même que vous n'avez jamais reçu la comptabilité et que la comptabilité était traitée en interne. Cette obligation s'impose-t-elle à vous ? Comment procédez-vous ?

La Cour d'appel n'ayant pas assorti cette remise d'une astreinte, le prétendu salarié peut-il agir afin de contraindre le MJ ? si oui devant quelle juridiction ? Y a-t-il autorité de la force jugée ?

12/ en cas de mésentente entre associés, faut-il solliciter une administration provisoire ou un mandat ad hoc ? définissez les 2 procédures et justifiez votre choix

13/ Dans le cadre d'une liquidation judiciaire, vous devez envisager la réalisation de l'immeuble dépendant de la procédure : préparer le projet de requête et indiquer quelles sont les différentes démarches à opérer ?

14/ Obligations professionnelles d'un MJ : définir la périodicité... mensuelles, trimestrielles et annuelles

Vous voudrez bien étayer vos propos en citant les dispositions législatives et réglementaires applicables et en étayant votre position par de la jurisprudence